

[livreshebdo.fr](https://www.livreshebdo.fr)

Enrique Martinez (Fnac-Darty) : « Nous devons tous nous interroger sur les moyens de rendre le livre plus attractif » - Livres Hebdo

Par Louise Ageorges

8–10 minutes

Livres Hebdo : Les professionnels du livre sont unanimes, le secteur est en recul. Malgré le phénomène Freida McFadden, ce dernier a enregistré une baisse de 1,5 % en valeur et de 2,5 % en volume en 2025, sur fond d'érosion de la pratique de lecture. Comment s'inscrit la Fnac dans cette tendance générale ?

Enrique Martinez : Nous avons enregistré des performances proches de celles du marché : un début d'année plutôt dynamique, porté par la rentrée d'hiver, puis une période plus fragile jusqu'aux fêtes de fin d'année. Même le Goncourt n'a pas su porter le marché durablement. Au final, les résultats restent inférieurs à ceux des années précédentes.

Comment composez-vous avec cette problématique ?

Je crois qu'il faut activer plusieurs leviers : générer des contenus qui intéressent les jeunes, travailler pour intégrer des lectures davantage en prise avec l'actualité, et préserver la dimension « cadeau » du livre en renouvelant les formats, les contenus et le marketing. Dans le contexte actuel, toute la filière

doit s'interroger sur les moyens de rendre le livre plus attractif. De notre côté, nous sommes partenaires du Goncourt des lycéens et réfléchissons à la manière de prolonger la dynamique autour des ouvrages primés, pour qu'ils intègrent durablement les lectures des jeunes. Nos équipes d'action culturelle explorent également de nouvelles pistes en multipliant les connexions avec des influenceurs littéraires et en incitant les auteurs à s'approprier les codes de communication actuels, jusqu'à devenir eux-mêmes des relais de promotion sur les réseaux sociaux. Là où se trouve aujourd'hui le jeune public.

« Il nous paraît incompréhensible qu'un acteur comme Amazon puisse remettre en question une décision politique qui a fait l'unanimité au Parlement »

Dans ce contexte de ralentissement du marché, quelles évolutions observez-vous dans les différents segments éditoriaux ?

Certains segments, comme la romance et le young adult, se sont imposés comme de véritables phénomènes, portés par des auteurs à succès et par l'engagement des lecteurs et lectrices. Il y a encore quelques années, le young adult était relégué au fond des magasins. Aujourd'hui, notamment grâce à la romance, il constitue un rayon à part entière, ce qui a nécessité la formation de nos équipes, mais aussi la mise en place d'animations dédiées. En parallèle, le reste du marché a connu un essoufflement avec un léger recul de la BD, mais aussi des beaux-livres, ouvrages de photographie et de cuisine notamment, qui rencontrent moins de succès, y compris pendant la période de Noël, pourtant habituellement importante

en termes de volumes de ventes.

La loi Darcos sur les frais de port doit être réexaminée prochainement par le Conseil d'État. Quelle position défend la Fnac dans ce dossier ?

La loi Darcos a équilibré le marché et offert un peu d'oxygène aux petites et moyennes librairies qui ont ainsi vu leurs parts de marché progresser. À la Fnac, nous constatons qu'une part de l'activité s'est détournée de l'e-commerce au profit du click & collect et de la vente en magasin. Dans ce contexte, il nous paraît incompréhensible qu'un acteur comme Amazon puisse remettre en question une décision politique qui a fait l'unanimité au Parlement. Cela constitue un véritable sujet d'alerte pour nous. Le système de casiers mis en place par la plateforme nous semble détourner la loi, comme l'a souligné le médiateur du livre qui, malheureusement, n'a qu'un avis consultatif. Or, lorsque vous avez une activité commerciale dans un pays, vous devez en respecter les lois. Il n'est donc pas acceptable, selon nous, qu'un acteur aussi important ne s'y conforme pas. Par ailleurs, il serait intéressant aussi qu'on initie une réflexion économique au niveau de la filière du livre sur la contribution de chacun. Contrairement aux librairies, un pure player e-commerce ne dispose ni d'espaces ni de personnel dédié à la promotion du marché du livre. Quelle est sa contribution réelle à la filière ? Comment maintient-on l'équilibre et l'équité entre acteurs de façon pérenne ? Les éditeurs ont aussi leur rôle à jouer dans cette réflexion, pour soutenir ceux qui contribuent à faire vivre le livre et la lecture.

« Le livre représente toujours environ 20 % du chiffre d'affaires de la Fnac »

Le pouvoir d'achat des lecteurs recule et le prix des livres est régulièrement pointé du doigt. Le format poche a-t-il pris le relais du grand format en matière de livre-cadeau ?

Nous n'avons pas observé de glissement majeur : le livre représente toujours environ 20 % du chiffre d'affaires de la Fnac, et reste stable. Même si cette part a été diluée par le rapprochement avec Darty qui ne vend pas de livres. Le marché reste largement porté par les nouveautés, tandis que le format poche continue de bien se vendre sur des titres plus anciens, à partir de 18 mois. C'est d'ailleurs à ce stade qu'il faut être vigilant puisque le poche peut se retrouver en concurrence avec le livre d'occasion, dans la mesure où l'on peut trouver un grand format paru il y a un an au même prix qu'un poche neuf. Il me semble donc important de maintenir des prix soutenables pour continuer à attirer les lecteurs et limiter l'essor du marché de l'occasion.

À ce sujet, les professionnels de l'édition se sont beaucoup mobilisés ces dernières années, obtenant même du Conseil d'État un avis plutôt favorable à l'instauration d'une rémunération des auteurs et des éditeurs sur les ventes de livres d'occasion. Partagez-vous leur position ?

Nous proposons le livre d'occasion de manière très limitée sur notre marketplace. Nous avons des valeurs et des engagements à respecter, et nous savons que les auteurs rencontrent déjà des difficultés dans un secteur fragile. Notre objectif n'est donc pas de l'affaiblir davantage. Cela dit, le sujet est réel puisque selon les estimations, le marché du livre d'occasion représenterait plus de 30 % des ventes totales du marché. Il apparaît donc tout à fait légitime que la création soit rémunérée tout au long de la monétisation d'une œuvre. Reste la difficulté de la mise en œuvre d'un encadrement légal et de

son application...

En début d'année, l'homme d'affaires Daniel Křetínský a annoncé le lancement d'une OPA sur Fnac-Darty, visant à porter sa participation de 25 % à 50 %. Cette opération a récemment été approuvée par le conseil d'administration, laissant entrevoir une possible évolution de la gouvernance du groupe.

Le conseil, agissant dans l'intérêt social de l'entreprise, a choisi de recommander l'offre de Daniel Křetínský aux actionnaires. Une fois l'offre lancée, la décision d'apporter leurs titres leur reviendra, rien n'est encore tranché. Une évolution est attendue au deuxième semestre, moment auquel nous verrons s'il y aura un changement dans la gouvernance. Il est probable que le conseil d'administration soit réorganisé pour refléter notre nouvelle structure actionnariale, mais rien n'est encore établi.

Cette annonce a malgré tout fait réagir le secteur du livre. Que répondez-vous aux inquiétudes concernant un possible risque de concentration de l'écosystème du livre et de discrimination des librairies indépendantes ?

Honnêtement, le modèle de groupe intégré, combinant éditeurs et libraires, existe dans plusieurs pays, comme en Espagne. Même si Editis et la Fnac-Darty partagent aujourd'hui certains actionnaires, ce ne sont pas les mêmes structures et leurs gouvernances restent distinctes. Par ailleurs, des engagements sur l'indépendance et la transparence avaient déjà été pris lors de l'acquisition d'Editis en 2023, en prévision d'un éventuel renforcement de l'actionnariat. Trois ans plus tard, force est de constater que la Fnac-Darty n'a jamais modifié sa politique commerciale. Au contraire, elle a conservé son indépendance éditoriale, simplement parce que c'est dans son intérêt et celui

de ses clients.